

Art. 14. L'article 19 est supprimé.

Art. 15. Au point 3 du premier paragraphe de l'article 19/2 du même arrêté est ajoutée la phrase suivante : "Après une durée maximale d'utilisation de 24 heures, l'opérateur garantit que la voiture est remise à la disposition de tous les utilisateurs;

Art. 16. A l'annexe 1, alinéa deux du même arrêté, le mot 'emplacements' est remplacé par 'places de stationnement réservées pour l'autopartage'.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le dixième jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 1^{er}, 2^o et l'article 15 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Art. 18. Le ministre qui a la Mobilité dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 juillet 2017.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique, du Port de Bruxelles et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

Art. 14. Artikel 19 wordt geschrapt.

Art. 15. Aan punt 3 van de eerste paragraaf van artikel 19/2 van hetzelfde besluit wordt de volgende zin toegevoegd: "De operator garandeert dat de wagen na een maximale gebruiksduur van 24 uur weer ter beschikking wordt gesteld aan alle gebruikers.

Art. 16. In bijlage 1, tweede lid van hetzelfde besluit wordt het woord 'standplaatsen' gewijzigd naar 'voorbehouden parkeerplaatsen voor autodelen'.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de tiende dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van het eerste lid treden het artikel 1, 2^o en het artikel 15 in werking op 1 januari 2019.

Art. 18. De minister bevoegd voor Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 juli 2017.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek, Haven van Brussel en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/30834]

13 JULI 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu les alinéas 3 et 4 de l'article 6 et l'article 30 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique de stationnement et création de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le test genre;

Vu l'avis 61.587/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 juin 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la possibilité pour un particulier de demander une carte de dérogation « riverain » pour un véhicule partagé prévu à l'article 50, alinéa 3 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation;

Sur la proposition du Ministre chargé de la Mobilité et des Travaux publics;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o "Administration" : Bruxelles Mobilité;

2^o "Ordonnance" : l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale;

3^o "Partage de voiture entre particuliers" : système de partage de voiture où la personne physique au nom de laquelle un véhicule à moteur est immatriculé ou qui peut en disposer de manière permanente, met le véhicule précité à la disposition de deux ou plusieurs personnes physiques, contre paiement ou non, par le biais d'un système de partage de voiture pour les particuliers;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/30834]

13 JUILLET 2017. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende een regeling voor de erkenning van autodeel-systemen voor particulieren

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het derde en vierde lid van artikel 6 en artikel 30 van de Ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;

Gelet op de gendertest;

Gelet op advies 61.587/4 van de Raad van State, gegeven op 26 juni 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de mogelijkheid voor een particulier om een vrijstellingskaart 'buurtbewoner' aan te vragen voor een gedeeld voertuig voorzien in artikel 50, 3de alinea van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;

Op voorstel van de Minister belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1^o "Administratie" : Brussel Mobiliteit;

2^o "Ordonnantie" : de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;

3^o "Particulier autodelen" : wijze van autodelen waarbij de natuurlijke persoon op wiens naam een motorvoertuig is ingeschreven of die er op bestendige wijze over kan beschikken, door bemiddeling van een Autodeelsysteem voor particulieren voornoemd motorvoertuig, al dan niet tegen betaling, ter beschikking stelt van twee of meerdere andere natuurlijke personen;

4° "Système de partage de voiture pour les particuliers" : organisation destinée au partage de voiture entre particuliers qui peut délivrer des certificats de partage de voiture à ses membres;

5° "Agrément" : autorisation octroyée par l'Administration dans le cadre d'un système de voitures partagées pour les particuliers visant l'octroi d'un certificat de partage de voiture aux membres du système de partage de voiture pour les particuliers qui donne droit à l'obtention d'une carte de dérogation riverain;

6° "Groupe de partage de voiture" : membres d'un système de partage de voiture pour les particuliers qui ont conclu un accord entre eux pour procéder à un partage de voiture entre particuliers;

7° "Carte de dérogation riverain" : carte de stationnement comme prévu par l'article 6, alinéa 1^{er}, 1° de l'ordonnance du 22 janvier 2009.

CHAPITRE II. — *Agrément des systèmes de partage de voiture pour les particuliers*

Art. 2. Les systèmes de partage de voiture pour les particuliers qui sont agréés conformément aux dispositions du chapitre II, disposent du droit de fournir des certificats de partage de voiture à leurs membres, selon les conditions fixées au Chapitre III.

Chaque certificat de partage de voiture comporte le prénom et le nom de famille, ainsi que l'adresse de tous les membres du groupe de partage de voiture, ainsi que les données d'identification du véhicule à moteur pour lequel le certificat de partage de voiture est octroyé.

Art. 3. La demande d'agrément en tant que système de partage de voiture pour les particuliers est introduite auprès de l'Administration.

Art. 4. § 1^{er}. Pour être agréé par l'Administration en tant que système de partage de voiture pour les particuliers, les conditions suivantes doivent être remplies :

1° l'adhésion est ouverte à toutes les personnes physiques dans le respect du principe d'égalité d'accès;

2° Le système de partage de voiture pour les particuliers prévoit un site internet qui permet aux différents membres de communiquer entre eux. Ce site internet comprend également des informations concernant entre autres les accords potentiels entre les membres d'un groupe de partage de voiture en matière de prix au kilomètre, de modalités de paiement, de moyens de réservation, de démarches à entreprendre en cas de dommage ou d'accident, ainsi que des informations relatives aux conditions d'assurabilité;

3° Le système de partage de voiture pour les particuliers prévoit des contrats-types qui sont conclus entre la personne physique au nom de laquelle un véhicule à moteur est immatriculé ou qui en dispose de manière permanente, d'une part, et les autres membres du groupe de partage de voiture, d'autre part. Ces contrats fixent notamment les accords relatifs aux éléments énumérés à l'article 4, § 1, 2°;

4° dans les deux ans qui suivent l'octroi de l'agrément, au moins 10 groupes de partage de voiture doivent s'être affiliés au système de partage de voiture pour les particuliers;

§ 2. Les conditions visées au § 1 sont cumulatives. Le non-respect d'une de ces conditions entraîne le refus de l'agrément, la suspension ou le retrait de l'agrément octroyé par l'Administration.

Art. 5. § 1^{er}. Le système de partage de voiture pour les particuliers agréé participe une fois par an à l'enquête auprès des membres, standardisée et organisée par l'Agence du Stationnement. L'enquête sonde l'évolution de la possession d'une voiture, l'évolution de l'utilisation de la voiture et des autres moyens de transport ainsi que le taux de satisfaction des utilisateurs.

§ 2. Un document-type est fourni par l'Agence du Stationnement au système de partage de voiture pour les particuliers pouvant demander d'autres données plus spécifiques.

§ 3. Le système de partage de voiture pour les particuliers fournit l'enquête complétée à l'Agence du Stationnement et l'Administration.

4° "Autodeelsysteem voor particulieren" : organisatie voor Particulier autodelen die aan haar leden autodeelcertificaten kan uitreiken;

5° "Erkenning" : door de Administratie verleende toelating aan het Autodeelsysteem voor particulieren om aan de leden van het Autodeelsysteem voor particulieren een autodeelcertificaat uit te reiken dat recht geeft op het verkrijgen van een vrijstellingskaart buurtbewoner;

6° "Autodeelgroep" : leden van een Autodeelsysteem voor particulieren die met elkaar een overeenkomst hebben gesloten om aan Particulier Autodelen te doen;

7° "Vrijstellingskaart buurtbewoner" : de parkeerkaart zoals voorzien in artikel 6, 1^e lid, 1° van de Ordonnantie van 22 januari 2009.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van autodeelsystemen voor particulieren*

Art. 2. De autodeelsystemen voor particulieren die overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk II erkend zijn, beschikken over het recht om aan hun leden autodeelcertificaten te verlenen, onder de in Hoofdstuk III bepaalde voorwaarden.

Elk autodeelcertificaat bevat de voornaam en familienaam, alsook het adres van alle leden van de autodeelgroep, alsook de identificatiegegevens van het motorvoertuig waarvoor het autodeelcertificaat wordt toegekend.

Art. 3. De aanvraag tot erkenning als autodeelsysteem voor particulieren wordt ingediend bij de Administratie.

Art. 4. § 1. Om door de Administratie te worden erkend als autodeelsysteem voor particulieren, moet aan de volgende voorwaarden voldaan zijn :

1° het lidmaatschap wordt opengesteld voor alle natuurlijke personen met inachtneming van het principe van gelijke toegang;

2° Het autodeelsysteem voor particulieren voorziet in een website die toelaat om de verschillende leden met elkaar in contact te brengen. Deze website bevat tevens informatie over onder andere de mogelijke afspraken tussen de leden van een autodeelgroep inzake de kilometerprijs, de betalingsmodaliteiten, de reservatiewijze, de te ondernemen stappen ingeval van schade of ongeval bevatten, alsook informatie over de verzekeringsmogelijkheden;

3° Het autodeelsysteem voor particulieren voorziet standaardcontracten die tussen de natuurlijke persoon op wiens naam een motorvoertuig is ingeschreven of die er op bestendige wijze over kan beschikken enerzijds en de autodelers anderzijds worden afgesloten. In deze contracten worden met name de afspraken inzake de in artikel 4, § 1, 2° opgesomde elementen vastgelegd;

4° binnen de twee jaar die volgen op de toekenning van de erkenning, moet bij het autodeelsysteem voor particulieren minstens 10 autodeelgroepen zijn aangesloten;

§ 2. De in § 1 bedoelde voorwaarden zijn cumulatief. Het niet naleven van één van deze voorwaarden leidt tot het weigeren van de erkenning of het schorsen of intrekken van de door de Administratie verleende erkenning.

Art. 5. § 1. Het erkende autodeelsysteem voor particulieren werkt eenmaal per jaar mee aan de enquête bij de leden, die wordt gestandaardiseerd en georganiseerd door het Parkeeragentschap. De enquête peilt naar de evolutie van het bezit van de wagen, de evolutie van het gebruik van de wagen en de andere vervoerswijzen en de tevredenheidsgraad van de gebruikers.

§ 2. Een standaarddocument wordt door het Parkeeragentschap bezorgd aan het autodeelsysteem voor particulieren die andere gegevens zal kunnen specificeren.

§ 3. Het autodeelsysteem voor particulieren bezorgt de ingevulde enquête aan het Parkeeragentschap en de Administratie.

CHAPITRE III. — *Conditions d'obtention d'un certificat de partage de voiture*

Art. 6. § 1^{er}. Les systèmes de partage de voiture pour les particuliers agréés conformément au Chapitre II peuvent délivrer des certificats à leurs membres. Un tel certificat de partage de voiture remplace la preuve que le véhicule est immatriculé au nom du membre ou qu'il en dispose à titre permanent, conformément à l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement.

§ 2. Le certificat de partage de voiture a une durée de validité de deux mois à partir de la date de délivrance.

Art. 7. § 1^{er}. Les systèmes de partage de voiture pour les particuliers peuvent délivrer un certificat de partage de voiture uniquement lorsque les conditions suivantes sont cumulativement remplies :

1° Par groupe de partage de voiture, au moins trois membres partagent le véhicule pour lequel le certificat de partage de voiture est demandé;

2° Chaque personne physique ne peut être simultanément membre que de deux groupes de partage de voiture;

3° Au moins un des membres d'un groupe de partage de voiture doit fournir la preuve que le véhicule à moteur pour lequel un certificat de partage de voiture est demandé, est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose à titre permanent, conformément à l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement;

4° Chaque membre du groupe de partage de voiture dispose d'un permis de conduire valable pour la classe de véhicule pour lequel le certificat de partage de voiture est demandé;

5° Tous les membres du groupe de partage de voiture doivent démontrer qu'ils sont repris en tant que chauffeurs dans la police d'assurance du véhicule;

6° Au moins deux membres du groupe de partage de voiture sont domiciliés dans une ou plusieurs communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2 - L'octroi d'un certificat de partage de voiture lorsque toutes les conditions précitées ne sont pas respectées, peut mener au refus de l'agrément, ou à la suspension ou au retrait de l'agrément accordé par l'Administration.

CHAPITRE IV. — *Suspension et retrait de l'agrément*

Art. 8. § 1^{er}. En cas de non-respect d'une des conditions d'agrément, telles que reprises au Chapitre II, ou si le système de partage de voiture pour les particuliers ne respecte pas les dispositions en matière d'octroi des certificats de partage de voiture, telles que reprises au Chapitre III, l'Administration porte cet élément à la connaissance du système de partage de voiture pour les particuliers agréés.

Ce dernier dispose alors de trois mois pour régulariser sa situation.

§ 2. En cas de non régularisation dans les trois mois, l'Administration peut suspendre l'agrément, après avoir préalablement entendu le système de partage de voiture pour les particuliers.

Dès que le système de partage de voiture pour les particuliers régularise la situation et qu'il en informe l'Administration, cette dernière lèvera la suspension de l'agrément, après avoir constaté que la situation est effectivement régularisée.

En cas de non régularisation de la situation dans les trois mois suivant la suspension de l'agrément ou des cartes de dérogation, l'Administration peut retirer l'agrément, après avoir préalablement entendu le système de partage de voiture pour les particuliers. Le retrait de l'agrément donne lieu de plein droit à la nullité de tous les certificats de partage de voiture délivrés par le système de partage de voiture pour les particuliers et par conséquent des cartes de dérogation riverain y afférentes.

L'Administration notifie sans délai toutes les communes de la Région de Bruxelles-Capitale de tout retrait d'agrément d'un système de partage de voiture.

HOOFDSTUK III. — *Voorwaarden voor het verkrijgen van een autodeelcertificaat*

Art. 6. § 1. De overeenkomstig Hoofdstuk II erkende autodeelsystemen voor particulieren hebben het recht om aan hun leden certificaten uit te reiken. Een dergelijk autodeelcertificaat vervangt het bewijs dat het voertuig is ingeschreven op naam van het lid of dat hij er op bestendige wijze over kan beschikken, in overeenstemming met het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart.

§ 2. Het autodeelcertificaat heeft een geldigheidsduur van twee maanden vanaf de datum van uitreiking.

Art. 7. § 1. De autodeelsystemen voor particulieren mogen vernoemd autodeelcertificaat enkel uitreiken indien cumulatief aan volgende voorwaarden is voldaan :

1° Per autodeelgroep delen minstens drie leden het voertuig waarvoor het autodeelcertificaat aangevraagd wordt;

2° Elk natuurlijke persoon kan op hetzelfde moment slechts lid zijn van maximaal twee autodeelgroepen;

3° Minstens één van de leden van een autodeelgroep moet het bewijs leveren dat het motorvoertuig waarvoor een autodeelcertificaat wordt aangevraagd, is ingeschreven op zijn naam of dat hij er op bestendige wijze over kan beschikken, in overeenstemming met het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

4° Elk lid van de autodeelgroep beschikt over een geldig rijbewijs voor de klasse van het voertuig waarvoor het autodeelcertificaat aangevraagd wordt;

5° Alle leden van de autodeelgroep dienen aan te tonen dat zij als bestuurder zijn opgenomen in de verzekeringspolis van het voertuig;

6° Minstens twee leden van de autodeelgroep zijn gedomicilieerd binnen één of meerdere gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 2 - Het verlenen van een autodeelcertificaat wanneer niet aan alle hierboven vernoemde voorwaarden is voldaan, kan leiden tot het weigeren van de erkenning of het schorsen of intrekken van de door de Administratie verleende erkenning.

HOOFDSTUK IV. — *Schorsing en intrekking van de erkenning*

Art. 8. § 1. Bij niet-naleving van één van de voorwaarden voor erkenning, zoals opgenomen in Hoofdstuk II, of indien het autodeelsysteem voor particulieren de regels voor het toekennen van autodeelcertificaten, zoals opgenomen in Hoofdstuk III, niet naleeft, brengt de Administratie dit ter kennis aan het erkende Autodeelsysteem voor particulieren.

Laatstgenoemde beschikt over een termijn van drie maanden om zijn situatie te regulariseren.

§ 2. Wanneer de situatie niet binnen de drie maanden wordt geregulariseerd, kan de Administratie de erkenning schorsen, nadat het autodeelsysteem voor particulieren vooraf werd gehoord.

Van zodra het autodeelsysteem voor particulieren de situatie regulariseert en hier de Administratie van op de hoogte brengt, zal de Administratie, na vast te stellen dat de situatie effectief is geregulariseerd, de schorsing van de erkenning opheffen.

Wanneer de situatie niet binnen de drie maanden na de schorsing van de erkenning of de schorsing van de vrijstellingskaarten werd geregulariseerd, kan de Administratie de erkenning intrekken, nadat het autodeelsysteem voor particulieren vooraf werd gehoord. De intrekking van de erkenning heeft van rechtswege de nietigheid van alle door het autodeelsysteem voor particulieren uitgereikte autodeelcertificaten en de daarop gestoelde vrijstellingskaarten buurtbewoner tot gevolg.

De Administratie brengt elke intrekking van een erkenning van een autodeelsysteem voor particulieren onverwijld ter kennis aan alle gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 9. Le ministre qui a la Mobilité dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 juillet 2017.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

Art. 9. De minister bevoegd voor Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 juli 2017.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2017/30824]

19 JUILLET 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale reconnaissant la communauté islamique dénommée El Mohsinine

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la requête du 20 novembre 2015 par laquelle l'Exécutif des Musulmans demande la reconnaissance d'une communauté islamique dénommée El Mohsinine ayant son siège rue de Suède 42-46 à 1060 Saint-Gilles ;

Vu la demande d'autorisation de création d'un comité islamique du 16 novembre 2015 ;

Vu l'ordonnance du 29 juin 2006 relative à l'organisation et au fonctionnement du culte islamique, notamment les articles 2, 5 et 34 ;

Vu l'arrêté du 8 février 2007 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux demandes de reconnaissance des communautés islamiques et à l'autorisation de création des comités islamiques, notamment les articles 2 et 3 ;

Vu l'accord de coopération du 27 mai 2004 entre l'Autorité fédérale, la Communauté germanophone, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale en ce qui concerne la reconnaissance des cultes, les traitements et pensions des ministres des cultes, les fabriques d'église et les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, modifié par l'accord de coopération du 2 juillet 2008, notamment l'article 3 ;

Considérant que l'Exécutif des Musulmans de Belgique déclare que le registre visé à l'article 8 de l'ordonnance du 29 juin 2006 compte plus de 200 inscrits ;

Vu l'avis favorable du collège des bourgmestre et échevins de Saint-Gilles du 14 avril 2016 ;

Vu l'avis du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente du 15 mai 2007 qui constate, après visite, que le bâtiment affecté à l'exercice du culte répond de manière satisfaisante à la réglementation en vigueur en matière de prévention des incendies dans les lieux accessibles au public ;

Vu l'avis favorable du ministre de la Justice du 23 décembre 2016 ;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances ;

Vu l'accord du Ministre du Budget ;

Sur la proposition du Ministre chargé des Pouvoirs locaux ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Une communauté dénommée El Mohsinine ayant son siège rue de Suède 42-46 à 1060 Saint-Gilles est reconnue.

Art. 2. La communauté est autorisée à créer un comité islamique.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2017/30824]

19 JULI 2017. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot erkenning van de islamitische gemeenschap met de naam El Mohsinine

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het verzoek van 20 november 2015 van het Executief van de Moslims waarbij deze de erkenning vraagt van een gemeenschap genaamd El Mohsinine met zetel Zweedse straat 42-46 te 1060 Sint-Gillis;

Gelet op de machtigingsaanvraag voor de oprichting van een islamitisch comité van 16 november 2015;

Gelet op de ordonnantie van 29 juni 2006 betreffende de inrichting en de werking van de islamitische eredienst, inzonderheid de artikelen 2, 5 en 34;

Gelet op het besluit van 8 februari 2007 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met betrekking tot de erkenningsaanvragen voor de islamitische gemeenschappen en de machtiging tot oprichting van de islamitische comités, inzonderheid de artikelen 2 en 3;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 27 mei 2004 tussen de Federale Overheid, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de erkenning van de erediensten, de wedden en pensioenen van de bedienaars der erediensten, de kerkfabrieken en de instellingen belast met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten, gewijzigd bij samenwerkingsakkoord van 2 juli 2008, inzonderheid op artikel 3;

Overwegende dat het Executief van de Moslims van België verklaart dat het register bedoeld in artikel 8 van de ordonnantie van 29 juni 2006 uit meer dan 200 ingeschrevenen bestaat;

Gelet op het gunstig advies van het college van burgemeester en schepenen van Sint-Gillis van 14 april 2016;

Gelet op het verslag van de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp van 15 mei 2007 die vaststelt dat het gebouw, voor de uitoefening van de eredienst bestemd, aan de reglementering in voege betreffende brandpreventie in de plaatsen toegankelijk voor het publiek voldoet;

Gelet op het gunstig advies van de minister van Justitie van 23 december 2016;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Op de voordracht van de Minister belast met Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Een gemeenschap genaamd El Mohsinine met zetel Zweedse straat 42-46 te 1060 Sint-Gillis wordt erkend.

Art. 2. De gemeenschap wordt gemachtigd een islamitisch comité op te richten.